

L'Humanité *rouge*

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 27
dimanche 28
novembre 1976

No 575

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Giscard en Lorraine

AVEC SES GROS SABOTS !

Giscard a préparé son voyage avec soin, envoyant divers ministres faire des inaugurations ici et là, recommandant aux dirigeants locaux de la majorité de ne pas trop faire apparaître de divergences pour donner une impression de cohésion, livrant à cinq quotidiens de la région une interview dans laquelle il déclarait que le plan de «redressement» l'emportait sur toutes ses autres préoccupations du moment, «y compris les préoccupations politiques».

A l'Hôtel de ville de Metz, devant lequel l'attendaient quelques dizaines de personnes dont certaines porteuses de pancartes «UDR pour Giscard», il a été reçu par le maire, qui, après lui avoir offert un livre retraçant une visite du roi Louis XV dans la ville, lui a déclaré en bon courtisan : «A une époque où la critique facile devient systématique, où l'on veut minimiser les grands efforts que vous faites pour transformer la société française, ce qui n'est pas pour plaire à tout le monde, sachez, monsieur le président de la République, que les Messins ont toute confiance en vous et en votre action.» Il a réclaté pour la peine un «juste rééquilibrage» (financier) au profit de l'Est de la France.

Dans son discours Giscard a parlé des communications routières et fluviales, c'est-à-dire de la possibilité prochaine pour les industriels de la région de faire plus de profits en diminuant les coûts de transport. Il a parlé également de l'atout que constituait dans la situation mondiale de crise : l'énergie les houillères, compétitives pour de nombreuses années encore... à condition que la politique de réduction des coûts de production soit poursuivie.

Enfin il a déclaré «hors de question que les industries sidérurgiques quittent la Lorraine», tout en se déclarant «préoccupé». S'il cherche à rassurer les capitalistes et les encourage à la restructuration, que signifie ce discours pour les travailleurs ?

Encore plus d'exploitation, d'accidents du travail, comme les 16 morts de Merlebach sacrifiés à la «diminution des coûts de production», poursuite de la politique de retraite anticipée, chômage partiel, licenciements.

La Lorraine compte déjà plus de 45 000 chômeurs,

le plus fort taux de chômage des jeunes, et l'on vient d'annoncer 15 à 20 000 licenciements dans la sidérurgie, chiffre énorme qui sera encore augmenté par les répercussions dans les nombreuses industries qui en dépendent (transformations métalliques, etc.). (Suite p. 3)

Des journées d'action contestées

**Des travailleurs révolutionnaires
prennent la parole**

article P.4

Pacte de Varsovie

UNE MACHINE DE GUERRE AU SERVICE DES AMBITIONS DE MOSCOU

Le «comité politique consultatif», instance suprême du pacte de Varsovie, ouvrait ses travaux hier, jeudi, à Bucarest (Roumanie). Instance suprême pour la façade seulement, car, en fait, c'est bien à l'ombre du Kremlin que se prennent toutes les décisions importantes de cette organisation entièrement contrôlée par les révisionnistes de Moscou.

Selon la dialectique marxiste, une chose peut se transformer en son contraire, une bonne chose devenir une mauvaise. Le pacte de Varsovie en est un exemple car d'alliance fraternelle et

purement défensive entre pays socialistes, il est devenu, avec la restauration du capitalisme en URSS, un pacte ouvertement agressif opposé aux intérêts des peuples européens qu'il menace directement, comme à ceux des peuples des Etats qui en sont membres.

A l'origine, un «traité d'amitié, de collaboration et d'assistance» était signé le 14 mai 1955 dans la capitale polonaise par 8 pays, unis sur la base des principes du marxisme et, notamment de l'internationalisme prolétarien. Il s'agissait de l'Albanie, la Bulgarie, l'Union Soviétique,

l'Allemagne démocratique, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. On était alors en pleine «guerre froide». L'impérialisme américain, au faite de sa puissance à l'issue de la seconde guerre mondiale, entendait régner en maître incontesté sur le monde entier. Il dirigeait les pays impérialistes occidentaux, sortis très affaiblis du conflit, dans une alliance contre-révolutionnaire visant à détruire les jeunes Etats socialistes européens et la glorieuse Union soviétique forgée par Lénine et Staline.

(suite p.2)

Arrestation de 2 ouvriers mauriciens Procès des grévistes du Parisien Libéré et de l'Area

Justice de classe !

Le gouvernement est soucieux de la sécurité des patrons. Dans la nuit de jeudi à vendredi, le tribunal de Pontoise renvoyait le procès des travailleurs du «Parisien libéré» au 6 janvier. Les 16 ouvriers sont accusés de vol pour avoir détruit plusieurs milliers d'exemplaires du «Parisien». M. Amaury peut licencier plusieurs dizaines d'ouvriers, à qui il a extorqué d'énormes profits durant des années, il a le droit, c'est légal ; il peut continuer à sortir son jour-

nal et faire traduire en justice les licenciés qui tentent de s'y opposer tant qu'il ne les a pas réembauchés ; il a le droit pour lui, la justice est là pour le protéger.

Pourtant, M. Amaury a été dans le passé accusé de méthodes illégales (en 1953 notamment), mais il n'a pas été condamné, c'est un patron. Aujourd'hui les 16 ouvriers risquent de 1 à 3 mois de prison.

4 grévistes de l'AREA (société d'entretien des autoroutes alpines) vont être

jugés, eux aussi, pour vol. Pendant une grève de plusieurs jours, ils avaient, en occupant les locaux de la direction, découvert des documents et les avaient rendus publics. Ces documents, émanant pour la plupart de l'administration et du ministère de l'équipement, prouvaient que différents personnalités avaient pratiqué des malversations et empoché des dividendes considérables par des moyens frauduleux dans le cadre de la société AREA. (suite p.3)

Réforme des collectivités locales

Mêmes ambitions, mêmes tromperies !

Décidément en période préélectorale les politiciens et partis bourgeois ne reculent devant aucune démagogie. A l'approche des municipales, Giscard vient d'annoncer à Nancy au cours de son voyage, qu'il procédera au printemps prochain à une vaste consultation sur la réforme des collectivités locales.

«Celles-ci», a-t-il déclaré, sont un lieu privilégié pour l'exercice concret de la démocratie. Pour faire bonne mesure et donner du poids à cette «réforme du siècle» il a précisé qu'il entendait ainsi poursuivre l'œuvre qu'avait entreprise de Gaulle sur le plan des institutions nationales.

Cette réforme qu'il appelle, tenez-vous bien, une «révolution tranquille» est censée permettre d'instaurer en France «la démocratie réelle et quotidienne», les Français ayant la possibilité «de prendre en mains

d'avantage les affaires concrètes dont dépend leur vie de tous les jours».

Giscard veut ainsi couper l'herbe sous les pieds aux partis de gauche et notamment aux révisionnistes qui opposent les municipalités à l'«Etat» et disent que les choses changeraient déjà si les collectivités locales avaient plus de «moyens».

Son langage et les conceptions qu'il développe dans son projet de réforme ne rejoignent-ils pas ceux de Laloë, maire révisionniste d'Ivry-sur-Seine, qui parlait récemment à la télévision des municipalités comme de «cellules de la démocratie».

Les collectivités locales ne sont pas plus des «cellules de démocratie» que le reste de l'appareil d'Etat dont elles font partie intégrante. La démocratie dont elles sont d'après Giscard et Laloë le «lieu privilégié» n'est autre que la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.



Pacte de Varsovie

UNE MACHINE DE GUERRE AU SERVICE DES AMBITIONS DE MOSCOU

Suite de la p. 1.

C'est par un coup d'État contre-révolutionnaire qu'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique imposait son pouvoir en URSS vers la fin des années 50. Depuis lors, la puissance économique et militaire de l'URSS n'est plus mise au service du peuple soviétique, du prolétariat international et des peuples du monde en lutte pour leur libération, mais tournée contre eux. De nouveaux tsars ont remplacé les anciens et le pacte de Varsovie est devenu entre leurs mains un instrument au service de leurs folles ambitions hégémoniques.

Pourtant, parmi les pays de l'Est, un seul, le plus petit d'entre eux par la taille, l'Albanie socialiste, a continué de lever haut le drapeau du marxisme-léninisme malgré le chantage de Moscou et ses pressions de toutes sortes, économiques et militaires, destinées à lui faire plier le genou. Dès sa rupture avec l'URSS, devenue social-fasciste et social-impérialiste, en 1961, l'Albanie cessait toute collaboration avec le pacte de Varsovie qu'elle devait quitter définitivement lorsque les forces du pacte, dirigée par le social-impérialisme russe, aggravaient la Tchécoslovaquie, en août 1968.

Depuis lors, Moscou a fait des États de l'Est qu'elle

contrôle et opprime des instruments de plus en plus dociles de sa politique belliqueuse. En y faisant stationner ses propres troupes, tout d'abord, chargées de veiller au grain et de réprimer impitoyablement toutes les révoltes populaires de plus en plus nombreuses, tournées contre elle, comme ce fut le cas en Pologne par exemple.

20 divisions russes stationnent ainsi en permanence en RDA, 2 en Pologne, 5 en Tchécoslovaquie, 4 en Hongrie. Un réseau étroitement serré de traités et d'accords bilatéraux — 42 au total — lie en outre tous les pays de l'Est au char de Moscou.

Brejnev dispose d'une énorme armée, bien plus importante que celle dont disposait Hitler, son prédécesseur dans l'histoire.

Militairement, les armées du pacte de Varsovie représentent 4 720 000 hommes pour les trois armes, dont 3 650 000 pour les seules forces soviétiques. Elles rassemblent plus de 30 000 chars et 5 300 avions de combat. C'est aux frontières de l'Europe occidentale que sont massées l'essentiel de ces forces sous le commandement unique du maréchal soviétique Ivan Yakoubovski. De lui dépendent le « conseil militaire » créé en 1969 et

le grand état-major commun que dirige le général, soviétique lui aussi, Anatoli Gribkov, nommé le 12 octobre dernier.

La plupart des organes militaires et politiques du pacte de Varsovie sont dirigés par des personnalités soviétiques et leurs sièges se trouvent en URSS. Pour plus de sûreté encore, des commandements soviétiques régionaux existent à Legnica (Pologne) ; à Budapest, à Zossenwuendorf, près de Berlin en RDA, et à Milovice, au nord de Prague.

L'énorme potentiel militaire accumulé aux frontières de l'Europe occidentale est ainsi très largement supérieur aux forces de l'OTAN, qui reste un pacte agressif envers les peuples, mais désormais placé sur la défensive par rapport à l'agressivité sans cesse croissante du social-impérialisme russe.

Si ce dernier, dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme américain pour le repartage du monde, ose se lancer dans la criminelle aventure d'une nouvelle guerre mondiale, il ne s'y engoulera que plus vite car ce ne sont pas une ou deux superpuissances qui peuvent décider du destin du monde mais les peuples forts de millions d'hommes épris de paix et de progrès et de liberté.

Par 111 voix pour, aucune voix contre et 18 abstentions, la commission de décolonisation de l'Assemblée générale a adopté jeudi une résolution qui exige du gouvernement français qu'il retire sans délai sa base militaire à Djibouti.

En outre la résolution appelle tous les groupements politiques de Djibouti à se réunir en une table ronde organisée en terrain neutre avec l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en vue de se mettre d'accord sur un programme politique commun. Ce fait, devenu courant à l'assemblée de l'ONU, témoigne de l'importante et irrésistible force anti-impérialiste et anti-hégémonique représentée par la masse des pays du tiers monde (qui constituent la majorité des pays représentés et la majorité de la population mondiale). Une telle résolution était impensable il y a seulement 8 ans.

Le temps où la poignée des pays impérialistes, en tête desquels se trouvent les USA et l'URSS, faisaient la pluie et le beau temps à l'ONU est révolu. Ce qui se passe et s'est passé à l'ONU n'est que le reflet de l'essor vigoureux de la lutte pour le socialisme, l'indépendance nationale, le progrès social, la démocratie dans ces pays pauvres jadis qualifiés de sous-développés parce qu'écrasés, pillés par quelques pays riches.

Et l'ONU, d'assemblée mondiale dominée par l'impérialisme se transforme en tribunal de l'hégémonisme, de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme.

me et du racisme, c'est sa caractéristique nouvelle qui se développe et se développera encore.

Ceux qui ne veulent pas admettre leur défaite et rêvent toujours d'hégémonie mondiale méprisent souverainement les multiples interventions positives du tiers monde à l'ONU et parlent de «majorité automatique», de votes «sans importance» ou «contraires» à la Charte de l'ONU. C'est ce que vient de faire le gouvernement français en parlant

«d'ingérence dans les affaires françaises» à propos de la résolution sur Djibouti, tout en promettant l'indépendance du territoire pour bientôt. Mais les faits sont têtus : l'indépendance venue, le peuple de la région de Djibouti ne le devra avant tout qu'à lui-même et à sa longue lutte courageuse contre une armée barbare et colonialiste qui devra décamper tôt ou tard. C'est le peuple qui décidera en définitive de son propre sort, quels que soient encore les obstacles et les difficultés.

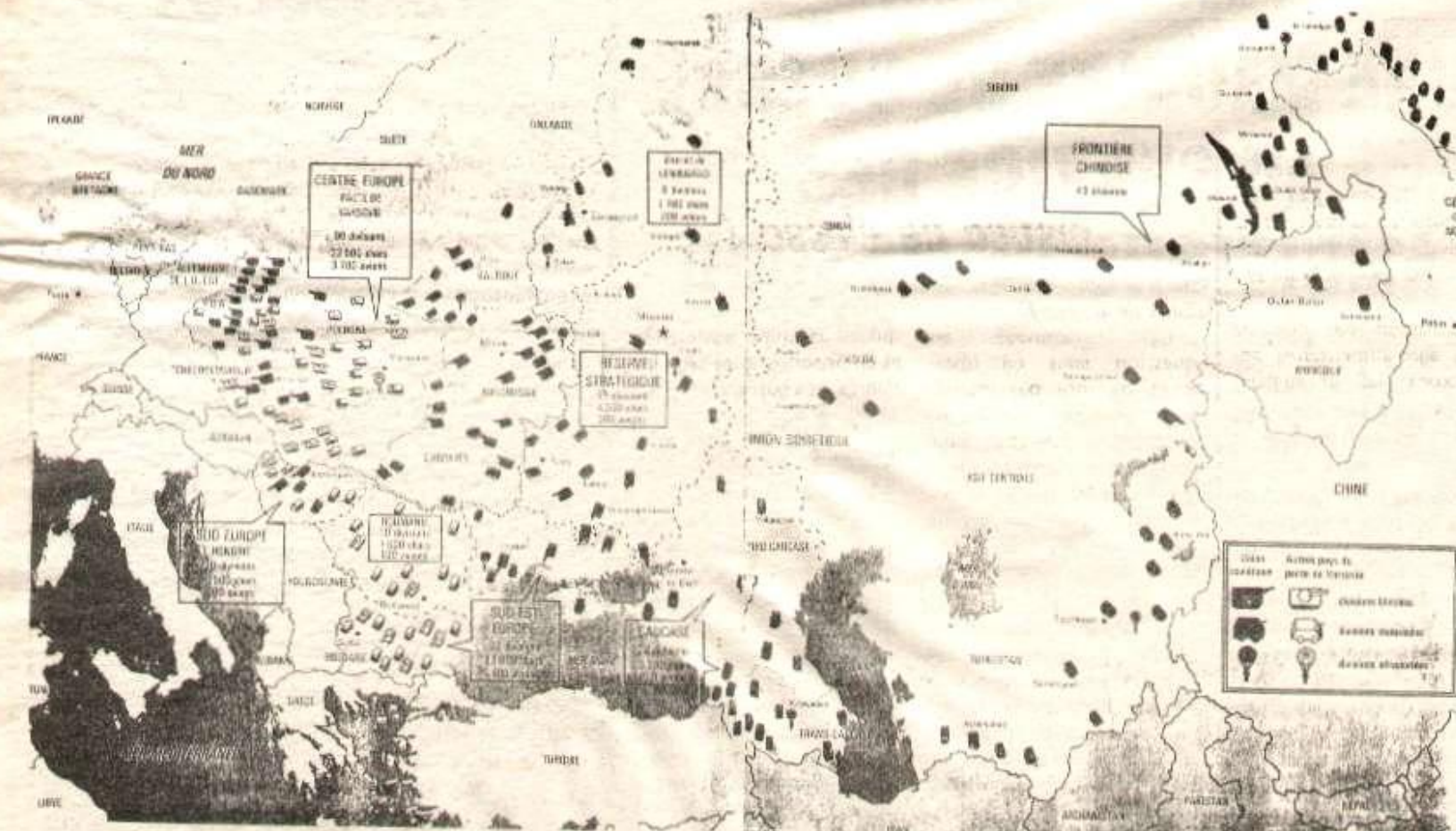
Italie

Démission de la municipalité révisionniste à Naples

Il y a un an, le Parti communiste italien (PCI), allié avec le Parti socialiste, remportait les élections à Naples. C'était la première municipalité importante dont les révisionnistes italiens prenaient le contrôle. Les masses purent alors apprécier à leur juste valeur les promesses de «lendemain qui chante» proférées, en vœux, en voilà, par les Marchais et Séguy italiens. Un an après, dans une Italie qui n'échappe pas à la crise mondiale du capitalisme, la ville de Naples compte 130 mille chômeurs. Dans ces conditions, le maire révisionniste, Valenzi, a bien peur de ne pas pouvoir affronter seul la colère et les revendications des travailleurs, aussi préfère-t-il partager les responsabilités avec d'autres partis politiques de la bourgeoisie. C'est la raison pour laquelle il a démissionné jeu-

di dernier, afin de pouvoir reconstituer un conseil municipal élargi aux socialistes, sociaux-démocrates et aux républicains (s'ils acceptent). Seuls les démocrates-chrétiens, qui tiennent le gouvernement, restent opposés à la composition du futur conseil municipal. Mais pour pressurer et réprimer les masses, entre bourgeois on sait s'entendre. Ainsi, comme les faux communistes ont approuvé explicitement les mesures économiques du gouvernement Andréotti, (équivalent du plan Barre en France), et se sont engagés à ne pas créer de difficultés pour leur application, les démocrates-chrétiens de Naples précisent qu'il «s'agira d'une opposition constructive et correcte pour éviter la crise du conseil municipal et sauvegarder les intérêts de la ville» ! Un prêt pour un rendu, tous les partis bourgeois s'entendent comme larrons en foire pour assurer la sauvegarde du capitalisme. Les travailleurs italiens, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Ils avaient déjà déclenché des grèves spontanées contre l'avis des dirigeants syndicaux, pour contre-attaquer le plan Andréotti. Mardi dernier, des ouvriers de l'usine Alfa Romeo à Milan viennent de prouver qu'entre eux et les dirigeants traîtres, il y a un fossé qui se creuse de plus en plus : 4 000 ouvriers ont voté un texte de critiques à l'encontre des dirigeants du syndicat de la métallurgie (unique) accusés d'avoir accepté les mesures d'austérité telles que la réduction des jours de congé et le blocage des salaires. Puisqu'il faut encore convaincre de la nature bourgeoise et du rôle de défenseurs de l'ordre capitaliste des dirigeants révisionnistes, l'exemple italien y contribuera largement.

En France comme en Italie : une seule solution, la révolution prolétarienne !



La carte ci-dessous, en présentant de manière simple la répartition des troupes du pacte de Varsovie permet de saisir d'un seul coup d'oeil que l'effort militaire du nouvel Hitler est dirigé contre l'Europe de l'Ouest et du Sud.

nouvelles intérieures

Vins, fruits et légumes

Le groupe Doumeng lance une offensive visant à contrôler les P.M.E. en France et en Europe

Le groupe Doumeng vient de se lancer dans une nouvelle opération financière visant à contrôler les entreprises dites « familiales » de l'agro-alimentaire dans le Sud-Ouest de la France, notamment dans les secteurs des vins, fruits et légumes.

Le groupe Doumeng fait figure aujourd'hui de magnat du secteur industriel de l'agro-alimentaire. Mais le groupe n'agit pas tout seul.

Doumeng, a de solides appuis financiers pour couvrir ses « affaires », il s'agit notamment de la Banque du Crédit du Nord ; la première banque étrangère en France, qui sert de transit pour tous les fonds soviétiques en Europe occidentale. Cela n'a rien d'étrange, puisque Doumeng lui-même est maire PCF de la ville de Noé (près de Toulouse) et cofondateur du Modéf — syndicat agricole du PCF.

Le Sieur Doumeng a donc annoncé sa nouvelle affaire, comme il se doit, dans le bulletin économique Midi-Pyrénées service, en ces termes :

« Notre groupe s'apprête à lancer une politique de prise de participation généralisée dans toutes les entreprises familiales intéressées et appartenant au secteur du vin ou à celui des fruits et légumes. »

« Notre objectif est de soutenir et de sauver des entreprises moyennes et familiales normalement gérées mais qui rencontrent de grosses difficultés du fait de la conjoncture et nous leur apporterons notre concours sur le plan technique. Au point de vue financier, nous voulons laisser la direction et la décision aux chefs d'entreprise. Nous envisageons l'acquisition de la minorité de blocage (34%) mais pas plus. »

Le bulletin économique Midi-Pyrénées ajoute que les moyens financiers nécessaires ont été réunis pour permettre le développement de l'opération aussi bien en France qu'en Europe.

Il s'agit-là d'une révélation importante de notre correspondant régional, qui montre le vrai visage de cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique secrétée par le PCF, ainsi que ses objectifs économiques bien étrangers à leur propre propos démagogique sur le « socialisme aux couleurs de la France ».

Voici en trois points, le commentaire de notre correspondant :

1) Menée sur la France et même l'Europe, c'est une

opération gigantesque, sans limites apparentes, de concentration dans le secteur agro-alimentaire. Une telle opération est du plus haut intérêt si l'on considère que ce secteur industriel et commercial intégré soumet la paysannerie au pillage et réalise ainsi d'importants super-profits. De plus, la tactique est remarquable puisqu'il s'agit non pas de créer de toutes pièces un trust européen mais de plumer des dizaines de PME déjà implantées, « saines », c'est-à-dire déjà bien organisées dans la mise à sac de la paysannerie mais manquant de capitaux.

2) Avec cette méthode de participation limitée à 34 % le trust Doumeng obtient la « minorité de blocage », c'est-à-dire le droit de veto sur la gestion des entreprises sans avoir à en prendre la direction effective ni à déboursier des sommes trop importantes pour y avoir la majorité. Ensuite, il reste à « récolter » les profits. Et ceux-ci seront d'autant plus gros que le PCF vient de demander une « aide » de l'Etat aux industries agro-alimentaires.

Les petits paysans peuvent ainsi juger sur pièce de la nature à 100% bourgeoise de ce parti qui se prétend leur défenseur, ainsi que du Modéf, son satellite.

3) Il resterait à déterminer l'origine des fonds disponibles. Doumeng est certes multi-milliardaire mais l'ampleur de l'opération est plus vaste que le bonhomme.

N'oublions pas que les trusts agro-alimentaires anglo-saxons (US et anglais) s'implantent en Europe comme la Libby's dans le Midi.

Alors si l'on formulait l'hypothèse que la banque du Crédit du Nord et le Social-impérialisme soviétique tient ouvert un compte à Monsieur Doumeng pour son opération ? Contrôler une part de ce secteur ne manque pas d'intérêt pour une Union Soviétique dont la crise agricole ne cesse de s'approfondir de jour en jour et dont la compétition acharnée avec les USA en Europe ne cesse de s'accroître.

LA FOIRE D'EMPOIGNE DES PARTIS AU POUVOIR

L'assemblée nationale a été, mercredi, le théâtre de faits nouveaux et révélateurs de la désagrégation de l'actuelle majorité. Le premier ministre de Giscard a été en effet pris vivement à parti par plusieurs dirigeants de l'UDR. L'un d'entre eux allant jusqu'à lui dire qu'il espérait ne pas avoir à lui demander un jour : « Qu'avez-vous fait de la République ? » Ce à quoi, Barre répond qu'il n'avait de leçon à recevoir de Le Chahut qui s'ensuivit fut tel qu'Edgar Faure s'exclamait : « J'en ai marre, laissez

parler le Premier ministre ».

Il est vrai que cette empoignade a eu lieu à propos d'un sujet particulièrement chaud sur le plan électoral : la taxe professionnelle. Celle-ci avait été mise en place par le gouvernement Chirac, provoque aujourd'hui de nombreux remous parmi les commerçants et les PME. L'UDR, pour conserver sa clientèle électorale, cherche aujourd'hui à apparaître en désaccord avec cette taxe.

Pendant ce temps, les rivalités entre les partis gou-

vernementaux se poursuivent toujours à propos de l'élection du futur maire de Paris et Chirac prépare la constitution de son « rassemblement ». Alors que la crise capitaliste s'aggrave, l'UDR est comme les rats qui quittent le navire. En prévision des futures élections, elle cherche à apparaître de plus en plus comme indépendante de Giscard dans l'espoir qu'elle en tire parti électoralement.

Mais ces rivalités, dont l'enjeu est de savoir quel parti jouera un rôle domi-

nant, recouvrent également des divergences sur la tactique à adopter, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, pour défendre les intérêts du capitalisme français. C'est ainsi, alors que la concurrence entre les pays capitalistes se renforce, que l'UDR a fait part de son refus d'une modification du statut du fonds monétaire international, qui favorisait les USA. Elle est également opposée à différents projets de la politique européenne de Giscard.

Certains anciens dirigeants de l'UDR ont pour leur part adopté une autre tactique : ils rallient le programme commun. C'est le cas de plusieurs anciens ministres de de Gaulle et Pompidou tels que Léo Hamon et Charbonnel.

Ce dernier, alors qu'il était ministre de Pompidou s'était signalé par sa hargne contre les travailleurs de Lip ainsi que par ses propos fascisants appelant à la délation des fonctionnaires « maoïstes » ou PSU. Et bien ce Monsieur vient de créer une « Fédération des républicains de Progrès » qui engage selon ses propres termes le « dialogue avec toute la gauche » y compris le PCF dont il nous dit qu'elle est une composante essentielle sans le secours de laquelle, on ne peut transformer ce pays. Il ajoute :

« Nous pourrions contribuer à enrichir les propositions que la gauche fera au pays en 1978 ». C'est là la fameuse composante gaulliste du programme commun dont parle Marchais.

Pour qui pourrait avoir des doutes sur le caractère bourgeois à cent pour cent du programme commun, le ralliement d'un Charbonnel devrait être éclairant.

Giscard en Lorraine

Avec ses gros sabots

(suite de la P.1)

Giscard a sans doute voulu répondre au mécontentement que ces mesures suscitent en appelant dans son discours de Nancy à l'effort, aux sacrifices, à l'union sacrée : « sur certains sujets, a-t-il déclaré, et dans certaines circonstances, les Français doivent se rapprocher pour conduire un effort commun quand celui-ci est nécessaire. Ce n'est pas l'accentuation du débat politique qui freinera la hausse des prix. Le débat politique a son intérêt, mais l'intérêt national a ses exigences ». Mais Giscard doute lui-même des résultats de ses discours. Il n'est pas sûr

que les travailleurs le « comprendront » et accepteront sans réagir la baisse de leur niveau de vie et la montée du chômage. C'est pourquoi tandis qu'il fait de beaux discours et qu'il voyage, son gouvernement prépare des mesures qui rendent de tout autres sons.

Ainsi d'Ornano, ministre de l'Industrie, a annoncé au micro d'Europe 1 la sortie avant la fin de l'année « des décrets concernant le comptage individuel dans les appartements des immeubles collectifs ». Cette mesure qu'il présente comme une incitation à l'économie d'énergie vise en fait surtout à

rendre plus difficile la lutte des locataires contre les augmentations de chauffage. De même que la récente réforme du logement a notamment pour but, en faisant payer un loyer différent à chaque locataire, de mettre des obstacles à leur lutte collective.

En même temps, l'assemblée nationale vient de voter une mesure qui s'inscrit dans la suite déjà longue des lois scélérates, telle la loi anticasseurs : sous prétexte de s'opposer au banditisme, elle autorise la police à fouiller les voitures et leur conducteur !

Ces mesures montrent bien, comme l'annonçait le plan « d'économies d'énergie » présenté par d'Ornano au conseil des ministres, que Giscard est décidé à poursuivre l'offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs, mais qu'il ne se fait pas d'illusions sur les possibilités de le faire accepter en douceur.

Arrestation de 2 ouvriers mauriciens Procès des grévistes du Parisien Libéré et de l'Area

Justice de classe !

(Suite de la page 1)

Les personnages en question sont en liberté et ne sont pas inquiétés. Les quatre grévistes, dont un délégué CGT sont arrêtés et inculpés. La justice protège les fraudes patronales et inculpe les ouvriers qui les dénoncent !

Jeudi deux ouvriers mauriciens, sans papiers ont été arrêtés et sont menacés d'expulsion. Ils travaillaient avec 15 autres immigrés dans une petite entreprise, tous les deux sans être déclarés puisque sans papiers. Le patron les licencie tous et ne leur verse aucun salaire ni indemnités.

Les ouvriers protestent, le patron appelle les flics

qui embarquent les ouvriers et emprisonnent les deux immigrés sans papiers.

Le patron peut dormir tranquille, il est bien protégé.

La justice, la police de classe c'est cela ; elles sont au service de l'exploitation. La liberté dont on nous parle tant c'est tous les droits pour les patrons et rien faire pour les ouvriers. Eh bien, cette liberté-là, nous n'en voulons pas ; nous nous battons pour instaurer la dictature du prolétariat qui, à l'inverse, est la liberté pour l'immense majorité de la population et la dictature sur les exploités.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



DES JOURNEES D'ACTION CONTESTEES (2)

Les directions confédérales CGT-CFDT se sont lancées dans une série de grèves catégorielles qui, jusqu'à maintenant, n'ont été guère suivies. Il en est prévue une prochainement à l'EGF.

Mais même si ces journées ont peu d'impact, elles n'en jouent pas moins un rôle démobilisateur et servent les manœuvres de la fausse gauche. Aussi est-il important de combattre politiquement ces manœuvres réactionnaires et en même temps d'impulser la mobilisation des masses pour imposer la satisfaction de revendications immédiates et accumuler des forces révolutionnaires. Voici quelques témoignages de travailleurs marxistes-léninistes à ce propos.

A Orléans-la-source-les-hospitaliers ont décidé en assemblée générale une grève de 48 heures, sur leurs revendications, or la CGT n'en voulait pas car son objectif était de faire une seule journée tombant comme par hasard sur une journée nationale CGT, dans le but d'étouffer les revendications locales et de mettre en avant les revendications du Programme commun. Les marxistes-léninistes ont appelé à la grève les 23 et 24, et déclaré : « Si deux jours ne suffisent pas, nous devons continuer jusqu'à ce que la direction lâche le morceau. Pour que cette grève soit un succès, il faut que les travailleurs eux-mêmes la prennent en main, qu'ils participent activement aux AG et décident des formes d'action pour cette grève ».

Aux PTT, à Limoges, les postiers marxistes-léninistes ont — dans un tract — posé le problème : « Encore une... et pourquoi faire ? » Ils dénoncent la voie de garage vers laquelle les directions révisionnistes et réformistes veulent fourvoyer les travailleurs ; la dénaturation de leurs revendications par les bonzes, le fait que ces grèves sont imposées d'en haut par les chefs ; ils rappellent fort justement que l'unité des travailleurs est avant tout un problème idéologique et non organisationnel comme les bonzes s'efforcent de l'imposer. Ils concluent que ces « chefs » ne veulent pas transformer la juste révolte des travailleurs en révolution prolétarienne, mais prendre la place

de la clique actuellement au pouvoir.

Au centre de Tri-PLM à Paris

Au PLM, le 7 octobre comme dans beaucoup de centres de tri, les travailleurs avaient massivement montré leur opposition au plan Barre. Cependant les postiers étaient nombreux à souligner l'in-

suffisance des grèves de 24 heures et voyaient la nécessité d'une mobilisation prolongée en vue de faire échec aux mesures antipopulaires qui ne manqueront pas d'être prises sur leurs dos.

A chaque tract venant des fédérations CGT-CFDT les marxistes-léninistes n'hésitent pas à provoquer la discussion sur les revendications et les moyens d'action.

— 300 F d'acompte mensuel à valoir sur une

SE METTRE A LA TÊTE DES MASSES ET LES SERVIR

Après le 23 octobre, des pétitions bidon CGT-PCF circulent pour soutenir les « zélus » et influencer l'assemblée nationale ! Elles ne recueillent qu'une minorité de signatures. La colère des postiers s'accroît dans les différents services du bureau-gare, montrant de fait que le

repartie comme en 1974.

Tous les moyens leur sont bons pour enrayer la critique ou les propositions :

— Refus de discuter sur les revendications, de faire des assemblées de service.

— A la CGT, pas une seule réunion d'adhérents sur cette action, pas de CE de délégués. A la CFDT, une ou deux réunions où les participants sont appelés à « obéir aux consignes de la fédé » et de ne pas entraver « l'unité intersyndicale ».

Face à ces procédés antidémocratiques, les marxistes-léninistes du centre de tri organisèrent la riposte qui s'imposait : voir avec l'ensemble des postiers les plus combattifs les réunir, discuter et établir des propositions con-

des agents ambulants.

Le mercredi 17 novembre, lors de l'AG de la brigade de jour à 16 h 30, deux représentants syndicaux CFDT-CGT appellent à la grève du 19, sans faire voter évidemment !

Après l'intervention de la CFDT, le représentant CGT fit un discours atrocement long. Quand il eut fini, le délégué CFDT était prêt à appeler le personnel à rentrer dans les services. C'est alors qu'un travailleur combattif prit la parole dans les deux minutes qui restaient et lut la motion. Les quelques phrases simples qu'il énonça suscitèrent un vif intérêt sur le personnel : « En effet, ce genre de journées d'action se succèdent depuis un an, et c'est toujours le même schéma qui suit. Tout d'abord elles sont décidées sans même demander l'avis des travailleurs. Bien souvent on les apprend à la radio ou dans les journaux. » Certains membres du PCF ne purent supporter qu'on remette en cause leur ligne bourgeoise. Ils se levèrent, crièrent, voulurent empêcher ce travailleur de continuer, insistant pour qu'on coupe le micro, ce qui n'empêcha pas qu'il fut applaudi. Déterminé, il continua à lire ; les révisionnistes furent hués. le personnel leur cria : « Laissez-le parler ». A la fin de la réunion, tous les gars étaient debout et engagèrent des discussions très animées. Deux camps se dessinèrent aussitôt, les uns défendant les grèves bidon avec le prétexte qu'il ne faut pas attaquer les syndicats ; les autres réclamant la démocratie des masses, le droit à la base de s'exprimer et de s'organiser.

L'intervention de ce camarade, d'ailleurs adhérent CGT, fut positive. Elle mit en relief un fait précis, les discours syndicaux étaient exagérément longs, pour empêcher jusqu'au bout que les travailleurs posent des questions. Les partis de « gauche » et les confédérations syndicales réclament plus de « liberté d'expression » à la radio ou à la télé mais les postiers ont pu s'apercevoir que les libertés que ce beau monde nous réserve avec le Programme commun seraient en fait le social-fascisme et qu'ils ne pensent qu'aux portefeuilles ministériels que pourraient acquérir le PS et le

PCF en 78. Quand il y a de véritables luttes, ils les sabotent et les étouffent.

Osons lutter comptons sur nos propres forces

Le lendemain, jeudi 18 novembre, « La dépêche rouge » (bulletin HR du PLM), était distribuée à la sortie et reproduisait une déclaration de la cellule du PCMLF du bureau-gare. On pouvait y voir à propos du 19 novembre : « mais cette action permet surtout de mettre en valeur au parlement les députés de « gauche » qui dans la rivalité avec la droite se servent de nos légitimes revendications pour montrer qu'eux ils défendent les travailleurs ! Et par conséquent puisqu'ils sont actuellement minoritaires attendons les élections de 78 pour changer de majorité et voir ainsi nos revendications aboutir. Ne tombons pas dans cette manœuvre électorale. N'acceptons pas de supporter les conséquences du système capitaliste, pas plus aujourd'hui avec le plan Barre, que demain avec le Programme commun. Elle finissait ainsi « Refusons de faire les frais de la crise, à l'action tous ensemble et en même temps ! (...) Ni plan Barre, ni Programme commun ! Solidarité avec les grévistes de l'« é-cureuil » qui montrent la voie ! ».

Que fut le 19 novembre

Sur 280 000 employés — 65 000 à 70 000 grévistes, soit à peine 25 %.

Au PLM, dans l'après-midi du 19, un groupe de postiers CGT-CFDT et non syndiqués décida de rentrer en contact avec les grévistes de la Caisse d'épargne. Ceux-ci nous disent qu'ils étaient prêts à venir expliquer, populariser leur grève auprès du personnel du bureau-gare, à la condition que les sections syndicales de notre boîte soient d'accord. Ce ne sera pas du gâteau ! Les marxistes-léninistes du centre de tri essaieront par tous les moyens de lier plus étroitement les travailleurs des différents secteurs pour que les luttes soient unitaires face à notre ennemi commun : la bourgeoisie (de « droite » ou de « gauche »).



Manifestation de postiers devant le ministère Avenue de Ségur en 1974.

réforme catégorielle, ou encore, à valoir sur une remise en ordre des rémunérations.

— Quelles augmentations de salaires revendiquons-nous ? Des augmentations égales pour tous ou hiérarchisées ? Que signifie la réforme des catégories (une augmentation hiérarchisée qui se cache ?)

— Les effectifs, la titularisation des auxiliaires, les mutations, le droit de vivre et travailler au pays.

— La restructuration, le temps de travail, primes intégrées ou non au salaire.

Les postiers menaient donc un débat constructif.

combat des travailleurs doit d'abord se dérouler sur les lieux de travail et pas ailleurs.

Sentant le vent tourner en leur défaveur, les dirigeants syndicaux se contentent de distribuer jour après jour les tracts des fédérations CGT-CFDT sur la grève du 19 novembre. Ils font la sourde oreille aux critiques de leurs propres adhérents et balancent comme argument « Ce n'est pas assez chaud, et de plus les gars ont des problèmes d'argent... il faut y aller prudemment... », etc. Les travailleurs sentaient qu'ils avaient peur que ça

crêtes. Une motion commune en sortit, critiquant les manœuvres des fédérations syndicales, et une proposition pour que ce soit l'ensemble des postiers syndiqués ou non qui élabore les revendications et les moyens d'action. C'était un appel à la démocratie prolétarienne, et une remise en cause du révisionnisme dans les organisations syndicales. La motion remettait à l'ordre du jour des problèmes locaux non résolus et passés sous silence, tel que la diminution du personnel décidée par la direction du service PLM étranger, les menaces de mise à pied pesant sur



la France des luttes

Congrès CFDT des pays de Loire

LA DIRECTION CONFEDERALE SUR LA DEFENSIVE

Les 11 et 12 novembre se tenait à St-Jean-de-Monts en Vendée le congrès régional de la CFDT pour les pays de Loire. Edmond Maire y assistait sans doute pour voir les réactions de ses troupes après les attaques contre l'extrême-gauche et les oppositions des fédérations des cheminots et des transports.

D'abord un mot sur la préparation. La CFDT se vante d'être démocratique, drôle de plaisanterie : figurez-vous que le rapport général est arrivé aux délégués de 1 à 2 semaines avant la date limite de dépôt des amendements. Imaginez-vous des travailleurs lisant ces 45 pages de rapport, les discutant dans le syndicat démocratiquement et faisant remonter leurs amendements dans un temps si ridicule ! Le faire, ça tenait du record ! Certains l'ont réussi, et ce n'est pas étonnant : ce sont les UD et les UL !

C'est ainsi qu'un seul amendement était proposé pour le premier rapport (sur la croissance et le cadre de vie) et sur la trentaine proposés pour le second : à peu près 15 l'étaient par les UD et les UL et les autres par deux syndicats seulement (métaux et SGEN). Pas plus

pour les uns que pour les autres, ces amendements n'ont été discutés à la base ! Par contre on peut penser qu'ils l'ont été plus ou moins au niveau des conseils de syndicat. Remarquons que, justement, ce congrès et la présence d'E. Maire, avaient entre autres fonctions de renforcer l'importance du rôle des syndicats au détriment du rôle des sections. « C'est le syndicat qui décide de la politique, etc. de la confédération ». Cette proposition au 37e Congrès d'Annecy avait d'ailleurs été faite par les pays de Loire. La bataille s'est poursuivie sur ce terrain à certains moments. Des amendements du SGEN proposaient en effet de raviver le rôle des assemblées générales, des comités de soutien, comités de grève, etc. Cela a été refusé hargneusement en rappelant que le syndicat doit conduire la

politique des luttes, la section devenant en quelque sorte une « courroie de transmissions ». Pour enlever la mauvaise impression de bureaucratisation que cela laisse de temps à autre le rapport parlait du rôle de l'adhérent qui doit pouvoir décider (sous-entendu de l'action). Mais cela c'est pour la forme puisqu'on a donné d'abord tout le pouvoir au syndicat en l'enlevant aux sections.

La ligne de la confédération : mettre l'organisation au service de l'Union de la gauche

C'est bien dans sa section où il peut avoir des relations directes avec ses responsables que l'adhérent peut décider mais pas dans un conseil de syndicat auquel il ne participe pas et ne peut pas participer !

Ce qui est en jeu à travers cette lutte sur les formes d'organisation c'est main-mise de la confédération sur tout le syndicat : elle dispose ainsi de relais obéissants et plus facilement contrôlables. D'ailleurs, E. Maire devait le souligner quand il a parlé de la lutte contre l'extrême-gauche. A son avis, une des raisons de l'opposition qui s'est marquée à Annecy et dernièrement dans la fédération des transports et celle des cheminots, c'est la présence de délégués non contrôlés. Pour lutter contre cela, il annonçait, dans la foulée deux réunions en décembre, au niveau, l'une des UD et l'autre des fédés, pour mettre de l'ordre là-dedans.

L'attaque contre l'extrême-gauche ayant suscité une opposition assez nette, il a opéré un petit recul tactique disant en gros « l'extrême-gauche crie à la chasse aux sorcières, mais c'est curieux, en réalité, le "cléricalisme marxiste" que nous accusons est tout autant le fait de M. Varchelac (membre du Comité central du PCF et dirigeant de la CGT qui écrit dans « Le peuple ») que la CFDT est par essence réformiste, etc. Nous luttons contre ce cléricalisme marxiste dans nos rangs ! »

Il s'agissait là d'une diversion tactique pour ressouder les troupes par une cible extérieure à l'organisation mais les attaques portent essentiellement contre des révolutionnaires que la confédération veut neutraliser, puisqu'elle organise deux réunions de haut niveau là-dessus.

A part cela, la différence avec la CGT est réaffirmée « Ce n'est pas l'heure de l'unité organique » mais ils précisent vite « l'union des forces populaires pour remporter la victoire pour le socialisme ne peut pas se passer de l'unité d'action CFDT-CGT ».

Opposition à la ligne confédérale

Malgré la présence nombreuse de permanents dans la salle et leur rôle massif dans les interventions et les amendements une certaine opposition s'est manifestée regroupant de 20 à 30 voix auxquelles il faut rattacher sans doute une partie des abstention-

nistes. Ceci sur 280 à 300 délégués.

Cette opposition est intervenue pour demander la reconnaissance des assemblées générales souveraines, pour dénoncer la lutte contre « l'extrême-gauche », pour dénoncer la participation à la gestion dans le cadre de l'Union de la gauche (citant par exemple le « socialiste Deferre à Marseille qui, pour briser la grève des éboueurs fait appel à l'armée, citant le licenciement du secrétaire d'un syndicat des communaux par un conseil général à 80 % Union de la gauche, citant une municipalité nantaise de « gauche » qui fait travailler des municipaux en heures supplémentaires non payées.) Cela se manifestait surtout par l'exigence de l'autonomie du syndicat si l'Union de la gauche vient au pouvoir. En coulisse les discussions étaient moins feutrées : tel ce permanent qui dit que l'autonomie syndicale est « menacée par des groupes d'extrême-gauche (tels « L'Humanité rouge ») lui permettant de nier la main-mise de plus en

plus pesante du PS. A Nantes d'ailleurs, les permanents font courir le bruit que le PCMLF arrache les affiches du syndicat ! N'ayant pas d'autre arme politique, ces permanents manient le mensonge et la calomnie pour discréditer les marxistes-léninistes. Cette opposition résolue, même relativement peu nombreuse, a suscité suffisamment d'inquiétude pour que le nouveau secrétaire de l'UR ait éprouvé le besoin de faire un rappel à l'ordre : « Certains disent que la gauche au pouvoir sera quelque chose de redoutable mais nous pouvons affirmer que cela constitue d'abord une chance pour la classe ouvrière. Il faut aborder cette chance positivement... »

C'est bien là le fond de nos divergences et contre la direction confédérale les marxistes-léninistes et d'autres militants du syndicat poursuivront cette lutte dans le cadre de l'organisation. Ni les menaces, ni les calomnies ne parviendront à étouffer la vérité.

Correspondant HR

Agriculture

Aquitaine

Les méfaits de la crise

Dans cette région à prédominance agricole on pourrait citer pratiquement tous les secteurs comme sombrant dans la crise avec la sécheresse en plus l'élevage, le maïs, le tabac... sont touchés.

Deux problèmes actuels méritent quelques détails :

— le vin : la mévente atteint durement les viticulteurs, en particulier dans le Cognac après des années fastes — les trusts ont incité au développement massif du vignoble, l'Etat capitaliste a laissé se développer les plantations hors des limites admises. Et maintenant c'est la mévente. Les gros s'en sortent avec l'irrigation, les très forts rendements, les exploitations motorisées — mais les petits crévent et les primes à l'arrachage ne changent rien au problème.

C'est vrai aussi en Bordelais, dans les vins blancs, en particulier de l'Entre deux mers où là aussi, il ne reste comme solution, dans un premier temps la distillation à un taux non viable et, ensuite l'arrachage avec une prime... et après ? L'inconnue et pour les petits la ruine pure et simple.

— Le pin : pour les Landes c'est vital. Le bois se vend mal et surtout les propriétaires les plus importants ne font presque plus entretenir la forêt — Ainsi la récolte de la gemme a presque disparu, les gros trusts (Papeterie de Gascogne, St Gobain...) pratiquent l'importa-

tion massive de bois et de gemme en provenance du Portugal et des pays scandinaves (ainsi que de l'URSS par leur intermédiaire). Le syndicat professionnel des propriétaires, la Sicasso a été à peu près coulé et, maintenant va être pris en main directement par les trusts qui mettent ainsi la main complètement sur la forêt landaise.

A ce pas en avant dans la subordination des masses de travailleurs de la forêt landaise aux trusts de la chimie, des révisionnistes répondent... en trouvant « la réunion positive, on a pris en considération les remarques que nous avons formulées depuis longtemps — Attendons maintenant la suite... » déclaration hautement significative de Lagardère secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la forêt de Gascogne de la CGT.

La paysannerie pauvre et moyenne de la région n'a pas fini de subir les effets de la crise. Avec l'hiver, dans les secteurs d'élevage, le manque de foin lié à la sécheresse commence à se faire sentir durement. Ce ne sont pas les primes de Barre, ni la prévision des élections de 78 et la démagogie du Programme commun qui empêcheront les vaches d'avoir faim. D'autant plus que, comme le dit Lagardère, bourgeois de droite ou de gauche tombent d'accord...

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Parution du deuxième numéro du mois de novembre.

On trouvera au sommaire des articles portant notamment sur :

— le projet de taxe sur le lait, accélérant l'élimination des petits éleveurs.

— un compte rendu d'un rassemblement dans l'Orne de 1500 agriculteurs pour imposer le maintien d'un couple de petits fermiers à la terre.

— les nouvelles actions des petits viticulteurs du Sud-Est.

— l'augmentation du prix du blé-fermage : une mesure qui réduit encore les revenus des petits agriculteurs.

— nous publions également une biographie détaillée du politicien bourgeois Mitterrand, dans le cadre de notre campagne de dénonciation des manœuvres de l'Union de la gauche visant à mettre en place un syndicat agricole de « gauche ».

— nous commençons également dans ce numéro, la publication de la partie du rapport d'activité de Comité central du Parti du Travail en Albanie.

— l'éditorial, commun à l'Humanité Rouge et signé Alain Castan, porte sur les victoires enregistrées par le peuple et le Parti albanais, ainsi que sur l'Unité indestructible du Mouvement communiste international.

Ce numéro est disponible, au prix de 1 F à : HR-La Faucille, BP 61 - 75861 Paris Cedex 18



Procès à Rennes de l'éducateur de Nantes

Appel des comités de soutien

Après le licenciement de tout le personnel des CAE de Nantes (Centres d'action éducative) annoncé hier dans nos colonnes, nous publions de larges extraits de l'appel des comités de soutien pour le procès du 15 décembre à Rennes.

On y voit quelles conceptions et activités sont insupportables en la matière pour la bourgeoisie, ce qu'elle voudrait faire des services sociaux en général et le lien étroit entre la répression que subissent ces éducateurs et celle que le capitalisme pratique et accentue à l'encontre de la classe ouvrière et de

tous les travailleurs.

La «gauche», PCF en tête, dans cette affaire comme partout, fait du «pouvoir giscardien» (et non du capitalisme) le responsable de tous les maux, comme si l'avènement du pouvoir de l'Union de la gauche pouvait y mettre fin !

Quand elle ne combat pas ouvertement les éducateurs (comme au foyer Lou Cantou à Montpellier) elle cherche à les discréditer en jetant la suspicion sur leur compte, en les qualifiant de gauchistes.

A partir d'un article de loi sur le proxénétisme, on condamne un éducateur qui s'est constamment préoccupé de pallier aux conséquences dramatiques (grossesses, mariages précoces...) des relations sexuelles entre les jeunes.

Les travailleurs sociaux sont directement impliqués dans le fait que cette condamnation est celle d'une certaine conception de la pratique dans le travail social.

Ils ont déjà exprimé leur solidarité en venant nombreux à la manifestation de soutien qui a rassemblé plus de 4 000 personnes à Nantes, le 10 mars, jour du procès en première instance.

La condamnation de Léon Lanoë est venue s'ajouter aux différentes poursuites judiciaires dont les travailleurs sociaux sont victimes depuis quelques années :

— 1972 Besançon : éducateur condamné pour «non-dénonciation de malfaiteur»

— 1973 Caen : éducateur condamné pour «non-assistance à personne en danger»

— 1976 Nantes : (mars) éducateur condamné pour «excitation de mineurs à la débauche»

— 1976 Créteil : (mai) assistante sociale condamnée pour «détournement de mineurs»

Dans toutes ces affaires, les travailleurs sociaux sont condamnés à cause de leur pratique professionnelle :

— celle qui ne veut pas être l'instrument de la répression sexuelle des jeunes ;

— celle qui veut dépasser les rapports d'assistance et de charité ;

— celle qui recherche les causes et ne se contente pas de soigner les effets ;

reusement le 15 décembre à Rennes, jour du procès en appel à Léon Lanoë.

En effet, le parquet de Nantes a fait «appel à minima» en espérant une condamnation plus forte.

De plus en plus, les travailleurs sociaux se refusent à être les agents dociles et le prouvent particulièrement en se syndiquant.

Cette syndicalisation est mal supportée par la majorité des employeurs.

Citons pour mémoire : — le licenciement d'un délégué syndical des équipes d'amitié à Paris

— elle consiste aussi en une rentabilisation des établissements et services entraînant la fermeture des équipements lourds et le recours au bénévolat.

En période d'austérité générale, la menace et le chantage à l'emploi d'une part, la répression antisyndicale d'autre part favorisent l'attaque des conventions collectives par les syndicats d'employeurs soutenus par le ministère.

Le texte énumère ensuite les méthodes employées pour faire des organismes sociaux des outils supplémentaires de surveillance et de contrôle de la classe



La manifestation de soutien le 10 mars dernier à Nantes.

— celle qui refuse d'être le relais caché de la répression policière.

Ainsi le pouvoir vise-t-il à entraver l'action de toute une fraction de travailleurs sociaux et à intimider toute la profession.

Non à la répression dans le travail social

C'est pourquoi, il faut riposter encore plus vigou-

— le renvoi d'un syndicaliste à l'APEA à Fougères.

Restructuration du secteur

La restructuration consiste en une rationalisation de l'action sociale par la coordination administrative des interventions.

Cette coordination renforce le contrôle de l'activité des travailleurs sociaux.

HALTE A LA REPRESSION DANS LE SECTEUR SOCIAL 6 HEURES SUR LES LUTTES

SAMEDI 27 NOVEMBRE de 17 à 23 heures forums, commissions, spectacle, animation, film, expos,

organisées par le comité de soutien aux éducateurs de Nantes
BOURSE DU TRAVAIL DE MONTREUIL
métro Mairie de Montreuil (face au métro)

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

Pékin information
Extraits du n° 46

Réparons les pertes causées à la production par la bande des quatre.

«S'occuper de la production, est-ce là de la théorie des forces productives ? Non ! Développer la production socialiste en prenant invariablement la lutte de classes comme axe, en mettant l'accent sur la politique prolétarienne et en suivant le principe de quantité, rapidité, qualité et économie, traduit les rapports dialectiques de l'unité entre la révolution et la production, entre le politique et l'économie, ce n'est nullement la théorie des forces productives. En brandissant à tout venant cette menace, la bande des Quatre cachant son dessein criminel : elle cherchait délibérément à jeter la confusion, à troubler les esprits, à lutter con-

PEKIN 46
INFORMATION

Message de félicitation du président Hsiao Kuo-feng
La presse de Pékin continue
le bon des quatre

tre le développement de l'économie nationale et à détruire la dictature du prolétariat. Tout cela afin de s'emparer, à la faveur de la situation ainsi créée, du pouvoir du Parti et de l'Etat.

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F
LA CHINE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
LITTÉRATURE CHINOISE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
ENVOYER VOS ABONNEMENTS/
REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

32^e Anniversaire de la
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
d'ALBANIE

SOIRÉE D'AMITIÉ FRANCO-ALBANAISE

En présence de Monsieur l'Ambassadeur de la République populaire d'Albanie

VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1976 A 20 H.

Salle de la MUTUALITÉ 42 rue de la Bruyère - 75000 Paris - Tél. 526.10.00

INTERVENTIONS-FILM-CHORALE-VENTE DE LIVRES, TIMBRES
AFFICHES-EXPOSITIONS PHOTOGRAPHIQUES-STANDS

Association des Amitiés Franco-Albanaïses

42 rue de la Bruyère - 75000 Paris - Tél. 526.10.00

Participation aux frais : 5 F

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

De
l'indépendance
de la justice

Le 30 avril 1976, trois étudiants africains qui demeuraient à la Résidence Lucien-Paille de la Cité Universitaire internationale de Paris, étaient expulsés par arrêté du Ministre de la Justice.

Ces étudiants ont engagé devant le Conseil d'Etat un recours en nullité contre ces arrêtés (c'est d'ailleurs la seule possibilité qui leur reste sur le plan juridique).

Or il s'avère que l'instigateur des mesures d'expulsion, Monsieur Bernard Chenot, Président de la Cité Universitaire Internationale, est en même temps vice-président du Conseil d'Etat !

Voilà qui laisse bien augurer de l'impartialité de cette instance dans cette affaire !



culturel

Littérature et lutte des classes

LES EDITIONS DU CENTENAIRE ONT LA PAROLE

Les lecteurs connaissent déjà les *Editions du Centenaire* (E-100), ne serait-ce que par les brochures et livres que nous avons édités et annoncés régulièrement dans le journal.

Mais qui est au courant de l'ensemble de nos activités ? Des buts que nous poursuivons ? C'est de cela que nous voulons parler. E-100 est né en 1971 à l'occasion d'une brochure consacrée à la Commune de Paris. Quelques personnes, peu nombreuses, venaient y travailler après leur boulot.

Très vite, nous nous sommes dits que la diffusion des *Editions de Pékin*, de *Tirana* ainsi que de nos propres éditions devaient être prises en mains aussi bien auprès des militants syndicaux et politiques que des librairies. Nous avons constitué un réseau de distribution tant à Paris qu'en province quand nous avons créé nos librairies, en 1973 :

— *Les Herbes sauvages* à Paris (en hommage à Lou Sin, nous venions d'éditer «Lou Sin, un combattant comme ça», et les *Herbes sauvages* est le titre d'un ensemble de ses poèmes en prose).

— *La force du livre*, à Lyon.

Nous servons les commandes de nos librairies comme celles des autres librairies. Mais pour alléger leur travail nous avons pris en charge le service des commandes par correspondance. Au courant des titres disponibles chez les éditeurs, des livres intéressants qui paraissent, nous procurons à nos amis les ouvrages qu'ils auraient quelques difficultés à trouver en province.

Nous transmettons ou enregistrons les abonnements aux périodiques chinois, albanais, nous nous occupons de la distribution de *Proletariat* et de *Vent d'Est*.

L'édition semble bien partie puisque nous avons sorti cet été *L'Impérialisme aujourd'hui* (traité sur «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine) et «*Études l'économie politique*» (Tome 1 : le capitalisme), tout deux traduits du chinois. D'ici février, trois autres titres sont prévus : un livre de Guy Hennebelle sur la Palestine et le cinéma, «*Qu'est-ce que le matérialisme dialectique*», le tome deux de «*Études l'économie politique*» (sur le socialisme).

Si aucune de ces tâches

n'est à mépriser, notre principale fonction reste la distribution des *Editions de Pékin*, *Tirana*, *Hanoi*, *SNED* (Éditions algériennes) ainsi que nos propres éditions auprès des librairies.

Nous aurions pu ouvrir des librairies, des petites, dans les grandes villes de France. Petit à petit, parce que cela coûte cher, nous y serions bien arrivés, E-100 les aurait fournies et nous aurions estimé notre combat initial rempli. Mais est-ce que nous n'aurions pas tourné en rond ? Nos amis auraient certes plus facilement trouvé nos livres, mais les gens plus ou moins intéressés — c'est la majorité — ne les auraient même jamais vus. Et puis pourquoi ouvrir encore des librairies quand il y en a déjà des milliers en France ? Il suffit de convaincre ces librairies de l'intérêt d'ouvrir un rayon politique, et dans la plupart des cas, ils savent bien que la clientèle existe, à meilleure preuve, le nombre de librairies plus ou moins «marginales» qui s'ouvrent (elles se ferment souvent assez vite, un peu partout, parce qu'être libraire c'est un métier non un passe-temps).

Mais nous ne voulons pas non plus que nos livres soient uniquement dans des librairies spécialisées, mais aussi dans toutes les librairies, surtout celles qui font la rentrée scolaire, les prix littéraires, et puis les fêtes de fin d'année, pour terminer par les guides touristiques.

Puisque les librairies existaient déjà, E-100 a préféré avoir un représentant par région pour visiter ces librairies, plutôt qu'une librairie par région. Toute la France n'est pas encore couverte, mais nous avons des représentants dans les régions suivantes : Bretagne, Nord, Rhône-Alpes, Sud-Ouest, Provence-Côte-d'azur, Toulouse, Montpellier. Cette structuration est récente.

Nous voulons vous présenter région par région les librairies où nous sommes présents. Ce n'est pas de la publicité, il y a certainement dans chaque région d'autres librairies qui sont prêtes à commander nos livres mais qui ont toujours autre chose à faire ou qui connaissent mal ou pas du tout. Et puis, le libraire répond aussi à la demande de ses clients et c'est à vous de jouer. Nous présenterons ces régions dans les articles suivants.

En guise d'introduction...

Y a-t-il des domaines qui échappent à la lutte de classe ? Exaspérés, tendus, toujours pressés comme des citrons, arrive par moment qu'on s'empare d'un roman, d'une brochure, d'un recueil de poésies, qu'on se case dans un coin pour s'évader un peu, quelques minutes ou quelques heures, façon de se détendre.

Mais, peine perdue, la bourgeoisie est déjà là. Qui donc détient les principaux moyens de création et de diffusion de la culture ? Les bourgeois ont tendu depuis longtemps leur toile d'araignée, ils nous attendent déjà quand nous prenons un livre et que nous nous installons sur notre chaise. Ils ont répandu partout, à n'en plus pouvoir, leur idéologie rétrograde, jusque dans sa forme la plus vicieuse : l'idéologie révisionniste.

Non, il n'y a pas moyen de se reposer de la lutte de classe. Il faut combattre la bourgeoisie jusque dans les li-

vres (dans tous ses aspects, rédaction, édition, distribution...). Jamais elle n'étouffera complètement les forces de l'avenir. Le patrimoine de la production littéraire progressiste et révolutionnaire est déjà riche, à nous de l'explorer, de le mettre en valeur, de le développer. Quant à la bourgeoisie, elle dégénère encore plus et craque de toutes parts, à nous d'enfoncer encore le clou tout en redoublant d'ardeur pour abattre son dernier recours, la littérature révisionniste.

Aussi avons-nous décidé de consacrer régulièrement une page aux questions qui touchent à la littérature en général. Nous encourageons donc vivement les lecteurs intéressés de près ou de loin par ces problèmes à participer à cette tâche.

Au travail donc, pour qui veut s'en donner la peine !

Réflexions après la lecture de «Biographie sommaire de Lou Sin»

(Article paru dans Pékin Information No 44)

A plusieurs reprises déjà, le quotidien a parlé de l'écrivain Lou Sin. En parlera-t-on jamais assez ? Il est des figures que l'on rencontre et qui ne vous quitte plus. Lou Sin est de celles-ci... pourvu qu'on y mette un peu du sien. Car, s'il existe de grands écrivains qui vous éblouissent dès la première ligne, pour Lou Sin, c'est différent. Peut-être que la première lecture du premier texte que vous aurez sous les yeux ne vous retournera pas les sens. C'est qu'on l'aura lu trop vite, toujours pressé, on aura voulu tout saisir, tout de suite, et finalement on aura tout manqué.

Dans l'œuvre de Lou Sin il y a tout à la fois : l'empreinte d'une époque brûlante, l'atmosphère d'une civilisation plus que millénaire, une sensibilité extraordinairement discrète et surtout, l'évolution d'une pensée qui progresse, imperceptiblement d'abord, puis magistralement, vers l'idéal communiste. Il nous faut donc apprendre à connaître Lou Sin, son époque, sa vie, son cheminement.

Les grandes dates de l'histoire de la Chine marquent les périodes importantes de sa vie : la guerre russo-japonaise sur le sol chinois, la révolution manquée de 1911, le Mouvement du 4 Mai 1919, début de l'ère démocratique nouvelle, la constitution du Front uni antijaponais, sous la direction du Parti communiste chinois, dans les années tren-

De quelques événements de la guerre russo-japonaise Lou Sin en a déduit l'importance de faire progresser la mentalité du peuple chinois plutôt que de s'occuper d'abord de «soigner les corps».

toutes les questions essentielles qui le «tenaient» depuis toujours. Son énergie s'en trouve décuplée, et malgré la répression féroce, à Shanghai, le démocrate révolutionnaire qu'il était se

naires de ceux qui, infiltrés dans le Parti communiste chinois, s'en remettent en réalité à la bourgeoisie. Aucun ennemi, de droite comme de «gauche» ne l'épargnera et encore moins



La révolution manquée de 1911 l'a éduqué à tout jamais contre la bourgeoisie réactionnaire du Kouoming-tang et son rôle historique-manté révolu.

Le Mouvement du 4 Mai a ouvert concrètement la voie de l'avenir, le mouvement culturel a pris un essor qui ne s'arrêtera plus. Lou Sin se place au premier rang des forces nouvelles. L'étude assidue et prolongée du marxisme-léninisme l'éclaire sur

mue en un combattant communiste implacable, défendant résolument la cause du prolétariat.

Quand le PCC, dirigé par Mao Tsé-toung, organise le Front uni antijaponais, il s'en fait le défenseur ardent, ne ménageant aucune peine. Sa clairvoyance et sa détermination, fruits de l'expérience de toute sa vie, lui permettent de mettre à jour les visées contre-révolution-

sur la fin de sa vie alors qu'il se trouvait fort affaibli. Mais jusqu'au dernier souffle, Lou Sin est resté à son poste de combat.

Tout cela est dit dans les œuvres de Lou Sin, et bien d'autres choses encore. Mais il faut savoir le découvrir, patiemment. Au fil de la lecture on rencontre bien plus qu'un écrivain, plus qu'un ami, on trouve un compagnon de lutte, un camarade.

l'Humanité Rouge

enquête

Sur le front du logement (3)

HALTE AUX SAISIES INTERDISONS LES EXPULSIONS

Payer les impôts, sans oublier les impôts locaux, le loyer qui augmente, les charges qui constituent un 2ème loyer, les diverses traites pour des achats de nécessité (car il faut bien nourrir les enfants, les vêtir, avoir quelques meubles), bien des travailleurs n'arrivent plus à le faire sans s'endetter. C'est alors qu'ils se trouvent confrontés à l'appareil répressif d'Etat. Un huissier accompagné d'un officier de police et d'un serrurier visite leur appartement, au besoin par effraction durant les heures de travail, pour faire un relevé des meubles à saisir. En même temps, ces locataires reçoivent la sinistre « feuille bleue » affichée dans la loge du gardien et dans leur escalier pour les humilier. Ces « menaces » de saisie, qui sont aussi des manœuvres d'intimidation, ont souvent lieu avant les fêtes et les vacances, car l'Etat pense que les locataires préféreront peut-être payer avec les petites économies qu'ils ont essayé de faire, plutôt que de voir enlever leurs meubles.

Il s'agit non seulement d'un vol, mais aussi d'une escroquerie « légale », car les meubles sont estimés bien au-dessous de leur valeur. Par exemple pour une somme non payée de 2 388 F, l'huissier va saisir : un buffet bas, une table et les chaises, une bibliothèque, un téléviseur, un buffet de cuisine, un réfrigérateur, une machine à laver et la gazinière, le tout pouvant être évalué à 7 000 F.

IL FAUT EMPECHER LES SAISIES !

La bourgeoisie cherche à humilier les locataires menacés de saisie pour les isoler des autres, même de leurs voisins. C'est en dévoilant les vraies causes de la saisie, en montrant que, loin d'être une honte, c'est une conséquence des bas salaires et du chômage que, si elle concerne M. X aujourd'hui, elle pourra toucher n'importe quel autre locataire demain, qu'on peut s'y opposer de façon efficace. Les locataires, organisés dans leur Amicale, ou dans un comité de quartier, peuvent lui faire échec s'ils sont suffisamment unis et prêts à se mobiliser rapidement pour barrer l'entrée des escaliers concernés, à l'arrivée de l'huissier.

Face à cette position de classe, la politique révisionniste consiste à traiter les « problèmes » cas par cas, et à favoriser des arrangements individuels qui ne font

Malgré l'optimisme de commande du gouvernement qui parle régulièrement de relance et de reprise, la crise capitaliste est là et se développe : le pouvoir d'achat continue de baisser, tandis que le chômage atteint maintenant plus d'un million et demi de travailleurs. De nombreux ouvriers ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts et, si la maladie ou le chômage s'en mêlent, l'endettement est inévitable. La bourgeoisie répond alors, c'est sa logique, par des menaces de saisie ou d'expulsion. Mais les travailleurs ne veulent pas faire les frais de la crise et opposent de plus en plus souvent à ces mesures capitalistes la lutte de classe.

que repousser les délais. Il est indispensable de dénoncer au grand jour ces manœuvres de division. Dans quelques cas, surtout à l'approche des élections, les révisionnistes sont prêts à mettre le paquet pour faire semblant d'être des défenseurs des locataires. Il faut alors montrer que leur seul but est de récupérer pour leur programme commun, qu'ils présentent fallacieusement comme la fin de tous les maux pour les travailleurs, et que la lutte d'ensemble des locataires contre les sai-

sies ne peut réussir que s'ils s'organisent et la prennent en main eux-mêmes.

une exonération, de manière à diminuer la « dette », et des délais. Il faut alors que les locataires constituent eux-mêmes un cahier de revendications collectif établissant le degré d'exonération exigé, suivant leur barème (nombre d'enfants, revenus, etc., et bien sûr exonération totale pour les chômeurs). C'est en s'appuyant sur un rapport de force qu'ils pourront obtenir satisfaction lors de délégations massives à la perception qui devra s'engager par écrit (et pas au crayon noir qui peut être



sies ne peut réussir que s'ils s'organisent et la prennent en main eux-mêmes.

LA LUTTE CONTRE LES SAISIES : DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT ?

Dans le cas de travailleurs ou de familles qui peuvent payer, mais demandent à le faire de façon étalée, il peut être juste, tout en empêchant des saisies, d'exiger

gommé ensuite, comme cela s'est déjà vu).

Mais le plus souvent, les travailleurs menacés de saisie ne peuvent plus, à l'heure actuelle, payer du tout. Même si la dette augmente au rythme des frais d'huissier, la lutte consiste à empêcher les tentatives de saisie successives. Et si, dans leur logique rapace, les créanciers ont recours à des saisies sur les salaires, c'est la lutte solidaire des travailleurs de l'entreprise qui pourra seule l'empêcher ! La lutte contre les saisies et celles menées sur le lieu d'exploitation contre les licenciements et pour des augmentations de salaire convergent d'ailleurs vers le même objectif : s'opposer à l'oppression capitaliste et à la diminution du pouvoir d'achat à laquelle la bourgeoisie veut contraindre les travailleurs, notamment dans le cadre du plan Barre, pour préserver ses profits. D'où l'importance de tisser des liens étroits entre le quartier d'habitation et les usines de la zone industrielle souvent voisine, ces luttes devant se soutenir mutuellement.

INTERDISONS LES EXPULSIONS !

Lorsque les familles ont des retards de loyer importants, ce qui devient de plus en plus fréquent avec l'extension du chômage, les propriétaires, HLM ou autres, ne vont pas seulement chercher à les

saisir pour se payer. Si elles sont complètement démunies, ils vont aussi vouloir les expulser de leur logement ...

Il faut interdire ces expulsions intolérables par une mobilisation des locataires qui devra, pour créer un rapport de force, être encore plus massive et résolue que contre des saisies, car l'Etat n'hésite pas à engager des moyens répressifs importants. Si jamais une expulsion a lieu quand même, il faut se battre jusqu'au bout pour récupérer les meubles confisqués et obtenir le relogement de la famille. C'est ce qu'a fait le comité de chômeurs de Villejean en obligeant le directeur de l'office HLM, occupé par une trentaine de personnes, à rendre les meubles et à redonner un logement à une mère de 4 enfants qui s'était retrouvée à la rue après une expulsion.

Il faut expliquer largement les causes fondamentales des expulsions, ce que sont l'exploitation capitaliste et ses conséquences, les licenciements et le chômage, de façon à susciter un vaste mouvement de solidarité regroupant aux côtés des locataires les comités de chômeurs (particulièrement concernés), mais aussi les travailleurs actifs : c'est ainsi que le comité de chômeurs de l'ARV de Rennes a pu réunir, lors d'une collecte au rassem-

Au chômage depuis 9 mois ... menacés de saisie !

C'est une famille du peuple, dont le père, ouvrier âgé de 50 ans, doit trimer dur pour ramener une paie de misère. La mère est contrainte à faire des ménages pour y arriver, car il y a aussi 3 enfants en bas âge et une grande fille qui attend un bébé pour bientôt. Dans le logement trop petit pour 6 personnes, les quelques meubles, la télé et la machine à laver ont été achetés à crédit... comment faire autrement ?

Il y a un peu plus d'un an, le père était licencié de sa boîte qui fermait. Et voilà 6 personnes contraintes de vivre pendant 9 mois avec les 1 220 F mensuels : qui aurait pu payer les traites régulièrement dans ces conditions ? Il fallait d'abord manger ! Et maintenant que le père vient de retrouver du travail, voilà que les huissiers menacent de saisir tout leur mobilier car il y a des retards de paiement ! Mais cette famille n'est pas du tout décidée à se laisser dépouiller jusqu'à la chemise par ces charognards du capital ! Nous les soutiendrons fermement contre toute tentative de saisie !

blement pour l'emploi de l'UD-CFDT des sommes importantes pour soutenir une famille menacée d'expulsion.

Par ailleurs, certaines municipalités de gauche n'hésitent pas à recourir à des moyens insidieux, en forçant des locataires à déménager dans des taudis ou d'anciennes ... cités d'urgence. Il faut dénoncer ces expulsions déguisées et populariser le mot d'ordre : « On ne négocie pas les expulsions ! »

